



**CEUX QUI DÉFENDENT LES EMPLOIS
NE SONT PAS DES CRIMINELS !**

Pour la première fois depuis un demi-siècle, un gouvernement a demandé que soient requises des peines de prison ferme contre des syndicalistes pour avoir participé avec les salariés à des actions en vue d'empêcher la fermeture de leur usine.

En même temps qu'ils préparent la suppression dans quelques mois de plus 1000 articles du Code du travail, Hollande, Valls et Macron ont décidé de déclencher une répression sans précédent des syndicalistes qui luttent dans les entreprises.

Avec les 8 condamnés de GOODYEAR l'exécutif veut faire un exemple.

Le gouvernement affiche sa volonté de mettre les procureurs et les forces de polices aux services des grands groupes pour briser toute résistance à la destruction des emplois et de l'industrie.

Evidemment les militants de terrain en général et ceux de la CGT en particulier sont les plus touchés.

C'est pourquoi nous en appelons à l'ensemble des salariés, aux militants, aux syndicats d'entreprises, unions locales, départementales, régionales, fédérations ou simples salariés solidaires, pour qu'ensemble nous fassions la démonstration de notre force.

Nous pouvons être des millions à faire reculer Hollande, Valls et Macron en commençant par leur imposer l'arrêt des poursuites contre les 8 de GOODYEAR et en organisant le plus grand rassemblement solidaire en prévision de l'appel.

Je signe l'appel Nous Sommes Tous Des Goodyear

<https://www.change.org/p/françois-hollande-l-appel-des-goodyear>

La régression sociale ne se négocie pas

La CGT affirme « que l'état d'urgence relève plus du maintien de l'ordre que de la lutte contre le terrorisme et peut amener des dérives concernant les libertés individuelles et collectives, le droit et les libertés syndicales. Après Air France, la situation des 9 camarades de Goodyear suscite colère et détermination.

L'objectif du patronat et du gouvernement est de museler le syndicalisme de classe et de transformation sociale, de museler toute résistance aux politiques d'austérité. C'est cela la vraie violence dans une société où l'argent coule à flots pour les actionnaires et où les besoins sociaux vitaux sont de moins en moins satisfaits pour une part grandissante de la population.

Nous avons la responsabilité collective de faire grandir l'exigence d'une autre répartition des richesses créées par le travail salarié en portant notamment le SMIC à 1 800 euros brut avec répercussion sur toutes les grilles de salaire.

En portant le temps de travail à 32 heures sans diminution du salaire, pour ouvrir des perspectives et notamment aux jeunes, souvent condamnés au chômage avant d'avoir commencé à travailler.

Augmenter le pouvoir d'achat, les salaires et les pensions, c'est une urgence sociale et économique. C'est tout le sens de la consultation nationale que lance la Cgt auprès des salariés de notre pays dans le cadre de la préparation du 51^{ème} Congrès confédéral.

Débat, mobilisation, action sont à l'ordre du jour de ce début d'année en articulant la défense des libertés syndicales et l'action revendicative. La régression sociale ne se négocie pas !

Le 26 janvier, journée nationale de grèves et de manifestation de la fonction publique pour le pouvoir d'achat et un service public de qualité au service de tous, soyons nombreuses et nombreux à participer à la

manifestation qui partira à 10h00 de la Place de la Comédie à Montpellier.

Le 30 janvier, avec les signataires héraultais de la plateforme « unis pour nos libertés » nous formerons un cortège syndical dans la manifestation départementale pour les libertés individuelles et collectives, les libertés et le droit syndical.

Nous sommes toutes et tous des militants d’Air France et de Goodyear en puissance. Pour l’annulation du scandaleux jugement concernant nos camarades de Goodyear. Toutes et tous à Montpellier le 30 janvier 2016.

**LA VIOLENCE SOCIALE
ÇA DÉCHIRE NOS VIES !**



**STOP !
DÉFENDONS NOS EMPLOIS
ET NOS DROITS**

info'com-cgt
Service de médiation et de conciliation

01 43 31 80 40
INFORMATION
INFORMATION
INFORMATION



Bulletin de contact et de syndicalisation

Nom : ----- Prénom : -----

Adresse : -----

Tél : ----- Email : -----

Entreprise : -----

A renvoyer à **UD CGT 34** – Maison des syndicats – 474 allée Henri II de
Montmorency – 34000 –

Montpellier – tél : 04 67 15 91 67 – Email : ud34@cgt.fr



UNIS POUR LA DÉFENSE DE NOS LIBERTÉS

- **L'état d'urgence laisse la police sans contrôle de la justice ;**
- **L'état d'urgence s'inscrit dans la montée de l'autoritarisme de l'État** qui restreint les libertés publiques (liberté de manifester, droit syndical, liberté d'expression...) et les libertés individuelles (assignation à résidence...);
- L'état d'urgence n'est pas plus efficace que l'État de droit dans la lutte contre les actes terroristes et est **dangereux pour notre démocratie** ;
- **Non à l'inscription** de l'état d'urgence et de la déchéance de nationalité **dans la constitution** ;
- Sortir de l'état d'urgence ;
- **Non à l'inscription dans la loi pénale des mesures de l'état d'urgence.**

MANIFESTATION

Samedi 30 janvier

en direction de la Préfecture

**DÉPART
14H30**

DÉPART : Maison des Syndicats / Montpellier

Premiers signataires :

AFPS34 // ATTAC Mtp // ATMF Mtp // CGA Mtp // CGT34 // Cimade Mtp // EELV LR // Ensemble!34 // FSU34 // LDH Hérault // MDM LR // NPA34 // Planning Familial 34 // PCF34 // PG34 // RESF34 // SAF Mtp // SDN 34 // Solidaires34 // UNEF Mtp